



ÉDURÉNOV



BANQUE des
TERRITOIRES



**LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS –
VILLE DE GRASSE**

[N° de l'affaire - N° du contrat]

Convention de subvention
pour le Programme EduRénov avec la Ville de Grasse / 2023

ENTRE :

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par M. Alexis Rouque [en sa qualité de Directeur Régional dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur général en date du 29 septembre 2023

Ci-après dénommée la « Caisse des Dépôts »,

ET :

La ville de Grasse, ayant son siège à Hôtel de Ville, place du Petit Puy, 06130 Grasse représentée par Jérôme VIAUD en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes par la décision du conseil municipal n°2023-..... du 5 décembre 2023.

Ci-après dénommé le « Bénéficiaire »,

La « Caisse des Dépôts » et le « Bénéficiaire » étant désignés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Au sein de la Caisse des Dépôts, partenaire privilégié des collectivités territoriales, sa direction Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. A ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, pour mieux répondre à leurs besoins, notamment dans le cadre de la rénovation énergétique et l'adaptation climatique des bâtiments scolaires et éducatifs

Par l'intermédiaire de la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts intervient en qualité de prêteur et d'investisseur avisé et de long terme dans les domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé afin de générer des effets d'entraînement et de favoriser la constitution de partenariats publics-privés.

L'école constitue le grand service public du quotidien et de proximité. Chaque jour, 11 millions d'élèves fréquentent les écoles, collèges et lycées de France. Souvent anciens, énergivores et peu adaptés aux variations de température, les 53 000 écoles et établissements scolaires qui maillent notre territoire doivent être rénovés pour répondre aux défis de la réduction de nos consommations énergétiques et du réchauffement climatique.

Pour les collectivités territoriales, cette rénovation constitue un enjeu majeur dans la mesure où ces bâtiments constituent la moitié du bâti public et concentrent environ un quart de leur consommation d'énergie.

Dans ce contexte, la Banque des Territoires a lancé, le 9 mai 2023, le programme EduRénov pour contribuer à relever le défi que constitue la rénovation énergétique des bâtiments scolaires – programme qui s'inscrit dans son plan stratégique 2023-2027 dont la transformation écologique est l'un des 2 axes principaux avec la cohésion sociale.

Ce programme a pour objectif d'accompagner les collectivités territoriales à atteindre 40 % d'économie d'énergie en déployant à leur côté 10 000 projets de rénovation énergétique de bâti scolaire d'ici 5 ans. Ces projets seront également caractérisés par leur capacité à porter des solutions en matière de confort d'été ou d'adaptation climatique, leur exemplarité, leur dimension innovante et qualitative ainsi que leur capacité à être répliqué.

Le Bénéficiaire a déposé en date du 03 octobre 2023 une demande de subvention à la Caisse des Dépôts dans le cadre du programme EduRénov.

Dans ce contexte et conformément à ses axes stratégiques, la Caisse des Dépôts a souhaité apporter son soutien financier au plan d'action proposé le bénéficiaire, objet de la présente convention ; et ce dans le cadre du programme EduRénov.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention et ses annexes (ci-après la « **Convention** ») ont pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien financier sous forme de subvention apporté par la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire pour la réalisation du Programme EduRénov x Ville de Grasse pour les années 2024 à 2027 (ci-après le « **Programme** ») dont le détail et le calendrier figurent en annexe 1.

La convention porte sur l'accompagnement technique et méthodologique de 2 projets de rénovation de bâtiments scolaires labélisés et dénommés totems :

- Totem école élémentaire Pra d'Etang située 46, chemin des Capucins à Grasse
- Totem école élémentaire Gérard Philipe située 43, chemin des Capucins à Grasse

Article 2 – Modalités de réalisation de l'appui de la Caisse des Dépôts dans le cadre du Programme EduRénov

Selon les besoins et la maturité des projets de rénovation énergétique du bâti scolaire, EduRénov accompagne et conseille le Bénéficiaire dans l'accès et la prescription à de l'ingénierie de projets :

- Via du co-financement pour des expertises techniques souhaitées et commanditées par le Bénéficiaire ;

L'accompagnement technique et méthodologique doit être destiné à un ensemble de projets totems de rénovation du bâti scolaire.

Si le Bénéficiaire souhaite faire appel à un ou plusieurs prestataires, il prend à sa charge la relation avec celui-ci ou ceux-ci.

La sélection par le Bénéficiaire d'un ou plusieurs prestataires devra, le cas échéant, respecter les dispositions légales et réglementaires applicables à la commande publique. Le Bénéficiaire prend à sa charge leur rémunération. Le Bénéficiaire s'engage à conclure avec ses éventuels prestataires toute convention utile à l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés, aux fins de leur cession, telle que prévue à l'article 6 - Communication et Propriété intellectuelle de la présente Convention.

Le Bénéficiaire informera à bref délai la Caisse des Dépôts de l'identité du ou des prestataires retenus.

Le Bénéficiaire fournira à la Caisse des Dépôts, à sa demande, toute information et tout document découlant de ses travaux et permettant de rendre compte de la réalisation du Programme et des projets totems et de ses engagements en application de la Convention.

Le Bénéficiaire pourra inviter la Caisse des Dépôts à prendre part aux travaux et manifestations qu'il organise dans le cadre du Programme. Lors de ces manifestations

et dans ses publications, il fera état du soutien de la Caisse des Dépôts selon les modalités fixées à l'article 6.

Article 3 – Responsabilité - Assurances

3.1 Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre du Programme et des projets totems est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus du Programme d'actions (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts n'assumera, ni n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre du Programme, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue responsable, en cas de mauvaise réalisation ou de non-réalisation des projets totems, et de non-respect des engagements du Bénéficiaire.

3.2 Protection des données personnelles

Le Bénéficiaire déclare respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel notamment (i) la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et (ii) le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Programme d'actions et il garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes.

3.3 Assurance

Le Bénéficiaire est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de réalisation du Programme. Le Bénéficiaire maintiendra cette assurance et justifiera du paiement des primes afférentes à la Caisse des Dépôts à première demande.

Article 4 – Modalités financières

Le coût total du Programme s'élève à 220 000€HT pour les missions d'AMO qualité environnementale et les BET techniques.

Le budget prévisionnel est joint en annexe 2.

4.1 Montant de la subvention de la Caisse des Dépôts

Au titre de la Convention, la Caisse des Dépôts participera au co-financement du Programme, sous la forme d'une subvention versée directement au Bénéficiaire et/ou du financement de prestations réalisées pour le Bénéficiaire dans le cadre des marchés à bons de commande qu'elle a conclus, à concurrence d'un montant maximum total de **110 000** euros, répartie comme suit :

Totem	Nature des expertises	Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
Elémentaire Pra d'Etang	Programme technique détaillée, AMO qualité environnementale	120 000€HT	60 000€HT
Elémentaire Gérard Philipe		100 000€HT	50 000€HT
Total		220 000€HT	110 000€HT

Il est précisé en tant que de besoin que les prestations concernées seront commandées au titulaire du marché concerné par la Caisse des dépôts, après validation d'une demande de prestation du Bénéficiaire. Les sommes afférentes au paiement des prestations, après vérification et validation de leur complète exécution, seront réglées par la Caisse des dépôts au titulaire du marché concerné.

Ce montant couvre l'intégralité du co-financement versé par la Caisse des Dépôts au titre de la présente Convention, tant sous la forme de subvention que de financement de prestations réalisées pour le Bénéficiaire.

Ce montant est ferme et représente **50%** du coût total TTC du Programme d'actions, dont le budget total prévisionnel avec mention de tous les partenaires et de leur pourcentage de financement figure en annexe 2 de la présente Convention.

Il est expressément entendu entre les Parties que le solde du budget total prévisionnel du Programme d'actions est pris en charge par le Bénéficiaire ou par les autres partenaires éventuels du Bénéficiaire. La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue au versement des sommes excédant le montant de sa subvention.

4.2 Modalités de versement

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- 10% à la signature de la Convention ;
- Entre 30% et 70% à la remise des comptes-rendus financier et d'activité et réception d'un appel de fonds envoyé par le représentant habilité du Bénéficiaire
- 20% à la remise du rapport final et réception d'un appel de fonds envoyé par le représentant habilité du Bénéficiaire

Le règlement de chaque échéance de la subvention sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires devront avoir été préalablement transmises à la Caisse des Dépôts, après réception des appels de fonds envoyés par le représentant habilité du Bénéficiaire, et mentionnant en référence le numéro Lagon de la Convention, à l'adresse suivante : factureelectronique@caissedesdepots.fr

Le Bénéficiaire devra fournir lors du dernier appel de fonds une attestation signée certifiant le montant total des dépenses mises en œuvre au titre du Programme d'actions.

Aucun appel de fonds ne sera recevable après le terme de la Convention, tel que prévu à l'article 8. Dès lors, plus aucune somme ne sera due par la Caisse des Dépôts après cette date.

4.3 Utilisation de la subvention

La subvention versée par la Caisse des Dépôts, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée à la réalisation du Programme dans le cadre des projets totems, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, la Caisse des Dépôts pourra demander la résolution de la Convention en application de l'article 9.

Article 5 – Évaluation et Suivi

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que le Programme d'actions puisse donner lieu à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

5.1 Suivi du Programme d'actions

Rapport intermédiaire

Le Bénéficiaire fournira à la Caisse des Dépôts rapport annuel intermédiaire décrivant les actions menées grâce à la subvention et notamment l'avancée dans la réalisation du Programme d'actions.

Si la Caisse des Dépôts constate lors de cette évaluation intermédiaire que la subvention n'a pas été utilisée en vue de la réalisation du Programme d'actions, elle peut décider de ne pas verser la deuxième échéance de la subvention, voire de demander le remboursement de la première échéance et mettre fin à la Convention, en application des stipulations de l'article 9.

Rapport final

Le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts au plus tard dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée un rapport final décrivant les actions menées et notamment les résultats obtenus, grâce au financement apporté par la subvention.

5.3 Transmission des comptes-rendus

Le rapport intermédiaire, le rapport final, les comptes annuels et le compte-rendu financier sont transmis par le Bénéficiaire à l'adresse suivante : DR PACA 10 place de la Joliette 13002 MARSEILLE et par mail à l'adresse suivante : siloe.hermile@caissedesdepots.fr

Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle

6.1 Communication par le Bénéficiaire

Toute éventuelle action de communication, écrite ou orale, menée par le bénéficiaire du Programme EduRénoV (ci-après « le Bénéficiaire ») relative audit Programme ou impliquant la Caisse des Dépôts doit respecter les conditions telles que définies au présent article. La Caisse des Dépôts sera susceptible d'assurer une vérification, à sa seule discrétion, des éventuelles actions de communication réalisées.

De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication et d'information relative au Programme EduRénoV à préciser qu'il s'agit d'un programme de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts et à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

Le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype « Banque des Territoires » en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire, lors de toutes les interventions ou présentations orales réalisées dans le cadre du Programme.

Le format de ces éléments sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée d'adhésion au Programme, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire, à utiliser la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires) et en cas de contraintes techniques, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires » et logo n°18/4.456.087. La Caisse des Dépôts autorise également le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, le signe distinctif dont la marque « EDURENOV » pour désigner le Programme d'actions et le logo et la marque française semi-figurative « Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.519.996. Le Bénéficiaire s'engage à respecter la charte graphique des marques et signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, conformément aux représentations jointes en annexe.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire non prévue par le présent article, est interdite. Au terme de

l'adhésion au Programme, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

Il est entendu qu'en l'absence de respect par le Bénéficiaire de ses obligations ou en cas de communication que la Caisse des Dépôts estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée, le Bénéficiaire ne sera plus autorisé à utiliser les marques et signes distinctifs précités.

6.2 Communication par la Caisse des Dépôts

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion susceptible de mentionner le Bénéficiaire, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à utiliser le logo de la commune de Grasse tel que reproduit en annexe 5 et désignée la « Marque Bénéficiaire ».

6.3 Propriété intellectuelle

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à reproduire, représenter, adapter et diffuser le rapport intermédiaire et le rapport final sur tous les supports et par tous les moyens, à titre non exclusif et gratuit, à des fins de communication interne pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents à ces rapports et pour une exploitation à titre gratuit.

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. Le Bénéficiaire fera son affaire et prendra à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

6.4 Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire

6.4.1 Documents de présentation d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe dans le cadre de son activité, dans le monde entier, les documents de présentation

d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge du Bénéficiaire en vertu de la Convention.

Il est entendu que le Bénéficiaire s'engage à ne pas modifier les mentions et signes distinctifs de la Caisse des Dépôts et à ne pas porter atteinte à l'image de la CDC,

Il est entendu que le Bénéficiaire adressera à la Caisse des Dépôts toute modification substantielle des documents avant leur diffusion pour accord préalable.

Toute exploitation des droits de propriété intellectuelle non prévue par la présente autorisation, fera l'objet d'un avenant. Il est entendu qu'en l'absence de respect par le Bénéficiaire de ses obligations ou en cas d'utilisation que la Caisse des Dépôts estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée, le Bénéficiaire ne sera plus autorisé à utiliser les documents précités.

6.4.2 Ressources mises à disposition dans le cadre du Programme

La Caisse des Dépôts concède expressément au Bénéficiaire à titre non exclusif et gratuit dans le cadre de l'exécution du Programme et pour sa durée, les droits d'utilisation de tout ou partie des ressources de la Caisse des Dépôts mises à disposition, uniquement pour les besoins internes du Bénéficiaire concernant le projet de rénovation énergétique. Il est entendu que ces droits ne sont pas cessibles par le Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'intégrité des ressources mises à disposition et à ne pas modifier, ni altérer celles-ci. Il s'engage notamment à ne pas modifier la mention de la source des contenus.

Toute autre exploitation des droits de propriété intellectuelle ou toute utilisation d'un élément non prévu par la présente autorisation devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite.

S'agissant des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers/prestataires, le Bénéficiaire s'engage à conclure avec ses éventuels prestataires toute convention utile à l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés.

6.5 Liens hypertextes

Dans le cadre de la présente Convention, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers ses sites situés aux adresses Internet <https://www.banquedesterritoires.fr/edurenov> ou <https://www.caissedesdepots.fr/>.

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur ces sites, et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ces sites Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse <http://www.ville-grasse.fr/>

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet, notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 7 – Confidentialité

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelle que nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « **Informations Confidentielles** »), qui leur auront été communiquées ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés. L'ensemble de ces informations et documents, ainsi que les clauses de la présente Convention, est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Aux fins de réalisation les Parties conviennent que les Informations Confidentielles pourront être transmises aux Prestataires sous réserve que ceux-ci se portent garant du respect de la confidentialité par leurs personnels et sous-traitants.

Sont exclues de cet engagement :

- Les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication ;
- Les informations et documents que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 8 – Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et est conclue pour une durée déterminée qui s'achèvera le 31/12/2027 sous réserve des articles 6 [Communication et Propriété Intellectuelle], 7 [Confidentialité] et 9.2 [Effets de la résolution] de la Convention, dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

Article 9 – Inexécution de la Convention

La Caisse des Dépôts se réserve la possibilité de ne pas donner suite de manière temporaire, ou définitive en application des articles 9.1 et 9.2, à un appel de fonds si le Bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier de la bonne exécution du Programme d'actions.

9.1 Résolution pour faute

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par l'une des Parties de ses obligations contractuelles prévues aux articles 3.1, 4, 5, 6.1, 6.2 et 10.4, en cas d'atteinte à l'image de la Caisse des Dépôts, ou en cas de non réalisation après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, la Convention sera résolue, conformément à l'article 1217 et suivants du Code civil, nonobstant tout dommages et intérêts auxquels les Parties pourraient prétendre du fait des manquements susvisés.

9.2 Effets de la résolution

En cas de résolution de la Convention, dans les cas visés à l'article 9.1 ci-dessus, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résolution, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

9.3 Force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil empêchant le Bénéficiaire de s'acquitter de toutes ou partie de ses obligations contractuelles au titre de la Convention, il devra obligatoirement notifier par lettre recommandée avec avis de réception à la Caisse des Dépôts et sans délai, la survenance du cas de force majeure, la nature des faits concernés et la durée prévisible de leurs effets.

Le Bénéficiaire fera tout son possible pour remédier ou surmonter ledit événement et reprendre l'exécution de ses engagements et obligations dans les meilleurs délais. Si, du fait du cas de force majeure, ses obligations demeurent suspendues pour une durée supérieure à trente (30) jours calendaires, la Caisse des Dépôts pourra prononcer la résolution de la Convention dans les conditions de l'article 1351 du code civil. Le montant de la subvention restant due au Bénéficiaire sera soldé au prorata des engagements déjà réalisés.

Aucune Partie n'est responsable des conséquences liées au cas de force majeure. En cas de résolution liée à un cas de force majeure.

Article 10 – Dispositions Générales

10.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

10.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

10.3 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

10.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.

La Caisse des Dépôts pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

10.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

10.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en 2 exemplaires

A, le

Pour la Caisse des Dépôts

Pour le Bénéficiaire

Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil
départemental
des Alpes Maritimes
Président de la Communauté
d'agglomération du Pays de Grasse

PROJET

Liste des annexes

- Annexe 1** : Cahier des Charges et calendrier de réalisation du Programme d'actions
- Annexe 2** : Budget prévisionnel
- Annexe 3** : Tableau des charges et produits du compte-rendu financier
- Annexe 4** : Marques et logotypes de la Caisse des Dépôts et consignations et de la Banque des Territoires
- Annexe 5** : Marques du bénéficiaire

PROJET

Annexe 1 : Cahier des charges et calendrier du projet

Cahier des charges :

Les rénovations réalisées doivent répondre aux objectifs suivants :

- améliorer la performance énergétique (à minima 40% d'économie d'énergie finale) ;
- assurer des conditions d'accueil optimales par une rénovation intérieure des locaux ;
- améliorer la qualité environnementale et de l'air intérieur ;
- rénover les espaces extérieurs et augmenter leur végétalisation ;
- développer les sources d'énergies renouvelables ;
- réduire les consommations d'eau potable ;
- diminuer les coûts de fonctionnement ;
- sensibiliser le jeune public aux éco-gestes et les rendre acteur et moteur des économies d'énergies d'eau et d'électricité dans leur établissement et chez eux ;
- rendre exemplaire la commune afin d'inciter la population à entreprendre des travaux d'économies d'énergie.

Calendrier du projet :

Ecole élémentaire Pra d'Etang	<ul style="list-style-type: none">• 2024 : études de conception + dépôt PC + consultation des entreprises• 2025 : travaux
Ecole élémentaire Gérard Philipe	<ul style="list-style-type: none">• 2024 : programmation• 2025 : études de conception + dépôt PC + consultation des entreprises• 2026 : travaux

Annexe 2 : Budget prévisionnel du Programme d'actions

- Totem Ecole élémentaire Pra d'Etang

L'estimation des travaux est de : **1 470 000 €HT** (travaux d'efficacité énergétique + maîtrise d'œuvre)

Le détail est donné ci-dessous :

Travaux d'efficacité énergétique	1 200 000€HT
Incidence site occupé	70 000€HT
Sous-total travaux :	1 270 000 €HT
Maitrise d'œuvre :	200 000€HT
Travaux induits	
Accessibilité – AD'AP	370 000€HT
Fonctionnel/équipements	120 000€HT
Embellissement	200 000€HT
Assurance, huissiers, SPS	50 000€HT
BET technique	50 000€HT
AMO qualité environnementale	70 000€HT
Aléas	230 000€HT
Sous-total	1 090 000€HT
Total général :	2 560 000€HT

- Totem Ecole élémentaire Gérard Philipe

L'estimation des travaux est de : **1 100 000 €HT** (travaux d'efficacité énergétique + maîtrise d'œuvre)

Le détail est donné ci-dessous :

Travaux d'efficacité énergétique	920 000€HT
Incidence site occupé	50 000€HT
Sous-total travaux :	970 000 €HT
Maitrise d'œuvre :	130 000€HT
Travaux induits	
Accessibilité – AD'AP	60 000€HT
Fonctionnel/équipements	120 000€HT
Embellissement	180 000€HT
Assurance, huissiers, SPS,	10 000€HT
BET technique	30 000€HT
AMO qualité environnementale	70 000€HT
Aléas	150 000HT
Sous-total	620 000€HT
Total général :	1 720 000€HT

Annexe 3 : Tableau des charges et produits du compte-rendu financier

Le tableau des charges et des produits à fournir par le Bénéficiaire comprend obligatoirement les rubriques suivantes :

CHARGES	PRODUITS
<p>I – Charges directes affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée</p> <p>Ventilation entre achats de biens et services ; Charges de personnel ; Charges financières (s'il y a lieu) ; Engagements à réaliser sur ressources affectées</p> <p>II- Charges indirectes Par des frais de fonctionnement généraux de l'organisme (y compris les frais financiers) affectés à la réalisation de l'objet de la subvention (ventilation par nature des charges indirectes)</p>	<p>Ventilation par type de ressources affectées directement au projet ou à l'action subventionnée :</p> <p>Ventilation par subventions d'exploitation ; Produits financiers affectés ; Autres produits ; Report des ressources non utilisées d'opérations antérieures</p>
Evaluation des contributions volontaires en nature affectées au projet ou à l'action subventionnée	
Secours en nature, mise à disposition de biens et services, personnel bénévole.	Bénévolat, prestations en nature, dons en nature.

Annexe 4

Marques et logotypes du programme EDURENOV, de la Caisse des Dépôts et consignations et de la Banque des Territoires

Logotype EDURENOV

- 1/ format standard pour désigner le Programme

ÉDURÉNOV

-

- Le logo ne doit être ni altéré, ni déformé

2/ format texte courant pour désigner le Programme

EDURENOV

Le signe verbal ne doit être ni altéré, ni déformé

ÉDURÉNOV

Logotype Groupe Caisse des Dépôts



Ce logotype se caractérise notamment par les éléments suivants :

- le logo existe uniquement en version rouge (Pantone 485 C) ou en version noire (Pantone Black C) ;
- la taille minimale du logo est de 15 mm, ce qui préserve la visibilité et la lisibilité de la médaille.

Logotypes Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts

Rectangulaire : n°19/4.524.153



Le logo identitaire est le bloc-marque

Sa hauteur minimum est de 13 mm du haut au bas de l'hexagone

Son espace de protection est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté. Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Carré : 18/4.456.087



Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).

Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.

Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Annexe 5 : Marques du bénéficiaire



La typographie utilisée pour le logo ainsi que pour tous les documents est la,
Century Old Style Std (Regular, Bold et Italic)
La typographie utilisée pour la Base Line «Le goût de l'essentiel» est la,
Minion Pro Regular

CENTURY OLD STYLE STD

Regular

abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

Bold

abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

Italic



abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

MINION PRO

Regular

abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ



PANTONE	CMJN	RVB	WEB
 7407 U	C=22 M=38 J=61 N=0,5	R=194 V=162 B=111	# C2A16F
 433 U	C=65 M=56 J=48 N=24	R=92 V=92 B=96	# 5C5C60

UTILISATION EN
N&B



 Doré = 40% Noir • Gris=78% noir

PRO